

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**1476<sup>e</sup>**  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

Jeudi 24 novembre 1966,  
à 10 h 30

**NEW YORK**

SOMMAIRE

	Page
Point 90 de l'ordre du jour: <i>Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisa- tion des Nations Unies (suite)</i> . . . . .	1

**Président:** M. Abdul Rahman PAZHwak  
(Afghanistan).

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR

Rétablissement des droits légitimes de la République  
populaire de Chine à l'Organisation des Nations  
Unies (suite)

1. M. CHEVTCHENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) [traduit du russe]: L'Assemblée générale discute depuis des années la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et, chaque fois qu'elle l'examine, la République socialiste soviétique d'Ukraine préconise une solution positive.

2. Notre position sur cette question à la fois importante et simple est définie par les considérations de principe suivantes: premièrement, l'Organisation des Nations Unies, conformément à sa Charte, doit être vraiment une organisation internationale universelle. Deuxièmement, la Chine est une grande puissance, l'un des pays fondateurs de l'Organisation, et sans sa participation l'ONU ne peut agir avec l'efficacité nécessaire pour consolider la paix dans le monde et la sécurité des peuples et, à plus forte raison, pour résoudre les grands problèmes internationaux qui se posent à elle. Troisièmement, la République populaire de Chine est le seul Etat chinois, et son gouvernement le seul représentant légitime du grand peuple chinois.

3. C'est le Gouvernement de la République populaire de Chine, et lui seul, qui exprime la volonté du peuple et qui par conséquent a le droit de représenter la Chine dans l'arène internationale. Comme c'est là un fait irréfutable, le Gouvernement de la République populaire de Chine a sa place légitime à l'Organisation des Nations Unies et dans les autres organisations internationales.

4. Comme on le sait, la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies donne lieu à une situation intolérable, qui s'est créée et qui subsiste, en contradiction flagrante avec la Charte de cette organisation, par suite de la position politique des Etats-Unis d'Amérique.

5. En l'espèce, la politique des Etats-Unis reflète un mépris profond et injustifié envers les dispositions fondamentales de la Charte, va à l'encontre des intérêts fondamentaux de l'Organisation et sape son autorité et son rôle dans les affaires internationales.

6. Tous les arguments que les représentants des Etats-Unis continuent d'invoquer contre le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies sont sans fondement aucun et n'ont rien à voir avec la Charte de notre organisation ni avec son activité. Ils sont manifestement spécieux et illogiques, et nous n'avons pas l'intention de nous y arrêter maintenant.

7. Pour quiconque envisage sérieusement et sans parti-pris la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, rien ne justifie évidemment que le peuple chinois, fort de 700 millions d'habitants, soit privé de la possibilité de participer à l'activité de l'Organisation et de ses organes, en particulier d'un organe aussi important que le Conseil de sécurité, où la Chine a droit à une place de membre permanent.

8. En se refusant par tous les moyens à reconnaître qu'il est urgent de mettre fin à cette situation anormale, les Etats-Unis montrent qu'ils méprisent l'Organisation des Nations Unies et qu'ils cherchent, contrairement à ses intérêts, à freiner son processus d'adaptation aux grands changements sociaux et politiques qui ont lieu actuellement dans le monde.

9. Contrairement à toute logique, ils s'efforcent de maintenir le statu quo qui empêche la Chine de participer avec les autres Etats à la discussion et au règlement des grands problèmes internationaux à l'Organisation des Nations Unies. Ils préfèrent conserver la fiction d'une représentation de la Chine en soutenant les prétentions de la clique des partisans de Tchang Kai-chek, prétentions absurdes et contraires aux normes élémentaires du droit international et à la Charte de l'ONU.

10. L'île de Taïwan, qui fait partie intégrante du territoire de la République populaire de Chine, se trouve temporairement occupée par les Etats-Unis, et le régime de Tchang Kai-chek n'est qu'un fantoche entre les mains de l'occupant. C'est pourquoi la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine est opposée à toute tentative tendant à faire admettre l'idée des "deux Chines" et à s'en inspirer pour le règlement de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Cette idée, qui ne résiste pas à la critique, ne peut en fait

satisfaire que ceux qui s'opposent au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation.

11. C'est pourquoi la délégation de la RSS d'Ukraine votera contre le projet de résolution A/L.500, qui tend à créer un comité chargé d'examiner le problème de la représentation de la Chine. A notre avis, ce problème n'existe pas et ne peut donc faire l'objet d'une étude par le comité proposé. Il n'existe qu'un seul problème, celui du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, car il est évident que seule la République populaire de Chine peut s'acquitter au nom du peuple chinois des obligations associées à la qualité de Membre de l'ONU et d'autres organisations internationales.

12. La délégation de la RSS d'Ukraine votera également contre le projet de résolution présenté par les Etats-Unis et d'autres pays [A/L.494 et Add.1] qui, sans aucune justification, présente cette question de procédure concernant la représentation d'un Etat Membre comme une question de fond qui demanderait l'application de l'Article 18 de la Charte.

13. Conformément à la position logique qu'elle prend sur la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU, la délégation de la RSS d'Ukraine appuiera le projet de résolution des 10 pays [A/L.496 et Add.1].

14. M. YASSENN (Irak): Jamais dans l'histoire, fiction n'a été aussi éloignée de la réalité, aussi incompatible avec elle que la représentation de la grande Chine par un autre gouvernement que celui de la République populaire de Chine. Le rétablissement des droits légitimes de cette république à l'Organisation des Nations Unies est donc indispensable. Il est la solution que nécessite la sécurité du monde, qu'exige l'intérêt de notre organisation et qu'imposent les principes incontestés du droit international.

15. Du point de vue de la sécurité du monde, les événements de tous les jours confirment notre conviction que le problème de la sécurité du monde et de la sécurité de certaines régions tourmentées ne peut avoir de solution raisonnable et durable qu'avec la collaboration du Gouvernement de Pékin. De plus, il est inutile d'envisager la possibilité d'un désarmement général et total sans la collaboration d'une grande puissance qui a pu atteindre l'apogée d'une puissance nucléaire; et il en est ainsi de tous les problèmes, des autres problèmes importants de la paix et de la guerre qui, de nos jours, ne se prêtent pas à des solutions partielles mais réclament des solutions universelles.

16. Il est de l'intérêt de notre organisation de rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine. Notre Organisation a incontestablement, d'après sa Charte, une vocation à l'universalité. Elle ne peut que souffrir d'une situation de fait lamentable, qui exclut de son sein plus du quart de la population du monde, avec toutes ses possibilités et toutes ses ressources. De plus, la position qu'occupe la Chine dans notre organisation est une position particulière. Elle est l'un des membres permanents du Conseil de sécurité; de ce fait,

sa représentation, entachée d'une irrégularité flagrante, met, en doute à mon avis la légitimité des décisions du Conseil et diminue à n'en pas douter l'efficacité de ses actions. De toute façon, il est hautement utile que la Chine populaire soit tenue de respecter les obligations de la Charte. La position négative adoptée à son détriment par certaines puissances pourrait l'encourager à s'en sentir libérée, pourrait aboutir à la dislocation du système des Nations Unies que la Chine a effectivement contribué à élaborer. Or, notre monde, qui devient de plus en plus petit et dans lequel les relations des peuples deviennent de plus en plus serrées, ne peut plus se passer d'une organisation et ne peut avoir plus d'une institution qui représente le sommet hiérarchique de cette organisation.

17. De plus, rétablir les droits légitimes de la Chine populaire à l'Organisation des Nations Unies est ce qu'imposent, à mon avis, les règles les plus incontestées du droit international ainsi que de la pratique constante des différents organes des Nations Unies. Pour s'en convaincre, il faut d'abord rappeler qu'il ne s'agit ni d'un problème d'admission — la Chine est un Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies — ni d'un problème d'exclusion. Aucun de ces problèmes, qui nécessitent naturellement une procédure spéciale, n'est à notre ordre du jour. Il s'agit d'une question de représentation d'un Etat, plus particulièrement de vérification des pouvoirs de certains représentants pour représenter un Etat; il s'agit de savoir qui, à la suite d'un changement de gouvernement, a le droit de représenter un certain Etat au sein de l'organisation. Or, si l'on excepte certains cas exceptionnels d'invasion d'une région par un Etat ou un groupe étrangers, le gouvernement qui a le droit de représenter un Etat est celui qui a la possibilité de maintenir l'ordre à l'intérieur du territoire de cet Etat et d'assumer ses responsabilités internationales. Selon ce critère, c'est donc le seul Gouvernement de la République populaire de Chine qui a le droit de représenter la Chine.

18. Il serait fastidieux d'essayer ici de prouver la capacité qu'a ce gouvernement de maintenir l'ordre intérieur et d'assumer les responsabilités internationales de la Chine.

19. Sa présence au sein de l'organisation ne peut nullement être conditionnée par son adoption d'un certain régime politique ou d'un certain système social. Il est incontestable, de nos jours, que le choix d'un système politique ou social relève de la souveraineté de l'Etat et est entièrement de sa compétence exclusive. L'organisation a fidèlement respecté cette pratique et il n'est point juste de ne pas l'appliquer à la Chine.

20. Permettez-moi d'expliquer maintenant l'attitude de ma délégation à l'égard de la procédure proposée pour le vote. L'an dernier, l'Assemblée générale a adopté une résolution [2025 (XX)] prévoyant la nécessité de la majorité des deux tiers. Certaines délégations demandent le maintien de cette attitude. Ma délégation, je l'ai déjà souligné, s'oppose à cette proposition. La question se réduit à une simple question de procédure, de vérification des pouvoirs, et de ce fait, ne peut, per se, être considérée

comme une question importante au sens de l'article 18 de la Charte. Il n'est pas juste de considérer que cette question devient importante du fait qu'elle concerne une grande puissance. L'égalité de droits — l'un des principes fondamentaux des Nations Unies — s'y oppose. La vérification des pouvoirs est une question de procédure, donc qui n'est pas importante, qu'elle concerne une grande ou une petite puissance. A notre avis, le paragraphe 3 de l'Article 18 de la Charte, qui semble être à la base de la résolution adoptée l'année dernière, ne permet pas d'excepter un cas particulier de toute une catégorie qui, *per se*, est considérée comme une catégorie simple, pour considérer ce cas particulier comme une "question importante". C'est, à notre avis, l'interprétation correcte de ce paragraphe 3 de l'Article 18. Il n'est pas formulé de la sorte sans raison. Il vise précisément à prévoir une discrimination qui pourrait être imposée par des attitudes politiques passagères et difficilement défendables.

21. Quelques mots enfin sur les projets de résolution soumis à l'Assemblée. Ma délégation s'oppose au projet de résolution A/L.494 et Add.1, qui concerne la procédure de vote. Elle ne peut, non plus, appuyer le projet de résolution A/L.500, qui vise la création d'un comité d'étude, car la question nous semble trop claire pour nécessiter encore une étude supplémentaire.

22. En conclusion, ma délégation est fermement en faveur du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à notre Organisation. En rétablissant ses droits, nous résoudrons de nombreux problèmes et nous contribuerons sérieusement à rétablir l'ordre dans le monde, et peut-être contribuerons-nous à mettre plus d'ordre au sein de notre organisation.

23. M. OULD DADDAH (Mauritanie): L'une des idées fondamentales qui ont généreusement présidé à la création de l'Organisation des Nations Unies se trouve être la nécessité, pour l'humanité, de s'aménager des voies pouvant permettre par le dialogue et la négociation — donc de manière pacifique — de régler les différends que les incompatibilités d'intérêts et d'options politiques provoquent souvent entre les nations. Cette idée, M. Seydoux l'a évoquée il y a quelques jours ici même en disant: "Il est de toute façon nécessaire que nous nous accommodions les uns des autres." [1473ème séance, par. 34.]

24. Pour la délégation de la République islamique de Mauritanie, cet aspect du rôle des Nations Unies est capital. Il importe donc de mettre l'Organisation des Nations Unies en mesure de mettre cet aspect non seulement en relief, mais aussi en pratique. Pour cela, il importe avant tout de renforcer l'autorité de l'Organisation. C'est ce qui a fait dire au Président de la République islamique de Mauritanie, parlant en juin 1966 devant le Congrès du parti du peuple mauritanien:

"Les Nations Unies restent pour nous, petit pays du tiers monde, la seule tribune où notre voix peut être entendue au même titre que celle des grandes puissances. C'est pourquoi nous restons fermement attachés à l'existence de cette organisation et au renforcement de son autorité."

25. Cette nécessité de renforcer l'autorité de notre organisation, c'est-à-dire le maintien de la confiance que chaque nation, grande ou petite, doit se sentir fondée à placer en elle et en sa capacité de trouver des solutions pacifiques aux graves problèmes qui agitent notre époque, se trouvera renforcée lorsqu'elle procédera au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU. Cette conviction profonde, le chef de l'Etat mauritanien en a fait part en ces termes au Congrès du parti du peuple mauritanien tenu au mois de juin 1966:

"L'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies serait, redisons-le, un pas gigantesque vers la paix et le détente internationales."

26. En effet, qu'on le veuille ou non, la grande nation chinoise, une et indivisible, le grand peuple de la République populaire de Chine, à force de courage, d'organisation, de travail inlassable, grâce à ses énormes possibilités économiques et humaines, s'est acquis une place de premier ordre et une audience grandissante sur la scène internationale. Cette vérité fondamentale, le Secrétaire général, U Thant, avec la profondeur de pensée et la justesse d'analyse qui le caractérisent, l'a évoquée en ces termes dans l'introduction à son dernier rapport annuel sur l'Organisation:

"On ne peut, de plus, considérer certains de ces problèmes non encore réglés — qu'il s'agisse de la position des Nations Unies quant à la crise dans l'Asie du Sud-Est ou de l'absence de progrès dans la voie du désarmement — sans établir un rapprochement avec le fait que l'ONU n'a pas encore cette composition universelle qui est son but. On ne peut, à longue échéance, compter que l'Organisation donnera toute sa mesure si un quart de l'humanité est exclu de ses délibérations." [A/6301/Add.1, p. 15].

27. En effet, le problème essentiel auquel l'Organisation des Nations Unies se doit d'attacher le plus d'importance, celui du maintien de la paix et de la sécurité internationales, comment peut-on l'envisager avec sérieux, avec un minimum d'efficacité et de chance de succès, en l'absence d'une grande puissance comme la République populaire de Chine? Comment l'Organisation des Nations Unies pourrait-elle jouer pleinement son rôle de forum international, de lieu de rencontre et de dialogue, tout en privant illégalement le quart de l'humanité de son droit légitime d'être légalement représenté au sein de l'Organisation mondiale?

28. Certains continuent à s'ingénier à trouver des arguments contre le rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies. A notre avis, une telle hostilité, fondamentalement préjudiciable à l'autorité des Nations Unies, est par là même contraire à l'intérêt réel de chacun des Membres de cette organisation. De plus, cette hostilité ne repose sur aucun argument solide, politiquement ou juridiquement défendable.

29. En réalité, il est clair que ni la thèse des "deux Chines", ni la mesure dilatoire trouvant son expression dans la création d'un comité *ad hoc*, ne

sont de nature à contribuer positivement à la recherche d'une solution convenable du problème qui nous préoccupe.

30. A propos de la thèse des "deux Chines", nous avons le devoir — qu'inspire la moindre honnêteté intellectuelle — de nous demander quel est le gouvernement qui exerce un pouvoir réel sur le peuple chinois. En d'autres termes, quel est le gouvernement qui peut engager les ressources de la grande nation chinoise et qui préside au destin de la puissante Chine? A ces questions, la réponse est claire et chacun des représentants ici présents la connaît parfaitement: le gouvernement que le grand peuple chinois s'est choisi, c'est bien le Gouvernement de la République populaire de Chine.

31. De plus, chacun sait que la République populaire de Chine, aussi bien que ceux des habitants de Formose qui occupent illégalement sa place, rejettent catégoriquement cette chimérique notion de "deux Chines".

32. Dans ces conditions, on est en droit de se poser des questions à propos de l'utilité de la création d'un comité *ad hoc* chargé d'étudier le problème de l'admission de la République populaire de Chine à l'ONU.

33. Lorsqu'on se rappelle, d'une part, que l'Assemblée générale, dans sa résolution 490 (V), adoptée au cours de la cinquième session en 1950, a utilisé sans aucun succès une procédure de cette nature, lorsque, d'autre part, on se souvient que le problème du "rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies" est posé depuis 16 ans devant cette organisation, on se rend parfaitement compte de l'indécence de la proposition contenue dans le projet de résolution A/L.500. La commission proposée constitue en réalité une fuite devant les responsabilités qui sont celles de chacun des Membres de l'Organisation, une vulgaire mesure d'évitement qui ne trompe personne et qui n'est plus de mise. Chacun, dans son for intérieur, se rend compte de la grave injustice commise à l'encontre de la République populaire de Chine, à laquelle on continue avec obstination à refuser illégalement l'entrée au sein des Nations Unies.

34. Une telle injustice commise à l'égard de la République populaire de Chine constitue par ailleurs une atteinte grave aux principes de base d'une organisation qui se veut et que l'on veut universelle.

35. Ces quelques considérations amènent ma délégation à lancer un appel à l'ensemble des auteurs du projet de résolution A/L.500 afin que, par respect pour l'Assemblée générale et par courtoisie envers chacun de ses membres, ce projet de résolution soit purement et simplement retiré.

36. Un autre projet de résolution [A/L.494 et Add.1] est également déposé devant l'Assemblée. Les auteurs de ce projet entendent transformer une question de procédure en une question de fond, et cela en vue de faire jouer l'Article 18 de la Charte à propos du vote sur la question qui nous préoccupe.

37. La délégation de la République islamique de Mauritanie, avec beaucoup d'autres délégations, con-

sidère que la question du "rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies" est bien une question de procédure. Il s'agit pour nous de la représentation d'un Etat et non de l'admission d'un nouveau membre à l'Organisation des Nations Unies. Le projet de résolution A/L.494 et Add.1 contient une grave méprise que nous nous sentons obligés de dénoncer. Si ce projet de résolution est mis aux voix, ma délégation se trouvera dans l'obligation de voter contre.

38. L'absence de la République populaire de Chine constitue une lacune très grave qui, si elle n'est pas comblée sans tarder, risque d'anéantir l'autorité de l'Organisation.

39. Se rendre à l'évidence, prendre les réalités pour ce qu'elles sont exigent parfois des qualités de courage et de prévoyance qui honorent les individus et les nations qui en font preuve. Pour ce qui est de la Chine, la réalité est qu'il n'y a qu'une seule Chine, la République populaire de Chine, Etat qui représente de façon authentique la grande civilisation et le grand peuple chinois. Une autre réalité, c'est qu'aucun des grands problèmes que pose notre époque, qu'il s'agisse du désarmement ou du retour de la paix en Extrême-Orient, ne peut être résolu en l'absence de la République populaire de Chine. Tenir compte de ces réalités, c'est rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

40. Voilà pourquoi ma délégation considère l'adoption du projet de résolution A/L.496 et Add.1, dont elle est l'un des auteurs, d'une importance vitale pour l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire pour l'ensemble des peuples du monde.

41. M. MIMMANHEMINDA (Thaïlande) [traduit de l'anglais]: Cette année encore, l'Organisation est saisie d'une question d'une importance fondamentale, celle de la représentation de la Chine. Voilà maintenant 16 ans que la discussion de l'admission de la Chine communiste à l'ONU retient toute notre attention. Cependant, depuis 1961, où pour la première fois la question du rétablissement des prétendus droits légitimes a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, ce problème important a fait l'objet d'un débat très large, allant de plaidoyers émouvants et de harangues juridiques à des polémiques politiques. De tout cela pourtant, il ressort une chose certaine: tous ceux qui ont participé aux délibérations de l'Assemblée ont accordé, d'une manière ou d'une autre, une très grande importance à ce problème brûlant.

42. Ma délégation voudrait rappeler à tous ceux qui s'efforcent de ramener cette question importante à une simple question de procédure de vérification de pouvoirs qu'il s'agit d'un problème d'une gravité et d'une importance de nature à entraîner des conséquences immenses et à voir des répercussions profondes en Asie, aussi bien qu'à l'ONU, et même dans le monde entier. Comment peut-on alors prétendre que la question est aussi simple qu'on le dit, quand il s'agit en fait de la paix et de la sécurité de l'Asie et d'autres parties du monde, et que cette question est lourde de conséquences énormes pour l'Organisation.



43. Cela étant, ma délégation a décidé de s'associer aux 14 autres puissances qui présentent le projet de résolution [A/L.494, et Add.1] dont l'Assemblée générale est maintenant saisie, projet qui, en fait, demande à l'Assemblée de réaffirmer sa décision antérieure, à savoir que conformément à l'Article 18 de la Charte, toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine est une question importante, décision qui était justifiée et qui le demeure. Il s'impose que l'Assemblée accorde à cette question toute l'importance qu'elle mérite indéniablement.

44. Ma délégation a été et reste surprise — elle a d'ailleurs manifesté sa stupéfaction pour la première fois lors du débat que l'Assemblée a tenu sur cette question en 1961 — de la façon dont a été présentée la demande de "rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies". A l'époque [1076<sup>ème</sup> séance] nous avons dit que l'Assemblée se trouvait devant une situation dans laquelle la qualité de Membre d'un Etat était contestée, non par une autre autorité, mais par un autre Etat Membre parlant au nom d'une autre autorité, sans que cette autorité manifeste le désir de participer aux travaux de l'Organisation. Cette situation anormale n'a pas changé, bien que l'Etat Membre auteur de la contestation se soit depuis effacé pour être relayé par divers autres. Le fond du problème reste pourtant essentiellement le même. Comment peut-on prendre au sérieux les paroles, si éloquentes soient-elles, de ceux qui demandent à l'Organisation de rétablir ce qu'ils qualifient de "droit légitime" d'un régime d'être représenté à l'ONU, alors que ce régime, loin de manifester lui-même le moindre souci de participer à nos travaux, a jugé non de couvrir d'injures les Nations Unies et le Secrétaire général, U Thant?

45. Jusqu'à maintenant, les seules paroles prononcées par Pékin à l'égard de l'Organisation expriment un mépris hargneux et une rancœur non déguisée. Comment peut-on parler au nom d'autrui, alors qu'il est évident que ce dernier, en fait, ne demande rien? Pourquoi — et cela intéresse notre discussion — un régime voudrait-il être représenté dans un organe qu'il est décidé à saboter? Il convient peut-être de noter ici que, au début même du présent débat, le représentant de l'Italie, en présentant sa proposition, a soulevé une question relative aux intentions ambiguës de Pékin — la République populaire de Chine entendait-elle vraiment être représentée à l'ONU et, en outre, Pékin était-il à se conformer aux dispositions de la Charte des Nations Unies?

46. Ceux qui ont demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour se sont efforcés, en présentant cette demande au nom de Pékin, de donner une idée élogieuse de Pékin en vantant ce qui semblerait être ses nombreuses vertus. Mais les événements qui se sont produits au cours de l'année écoulée, depuis notre dernier débat sur cette question, ont prouvé que la situation était tout autre. Les bouleversements que l'on a qualifiés de "grande révolution culturelle" ne sont en réalité qu'une épuration monumentale, un pogrom, et montrent combien ce régime est instable. Le spectacle des excès commis par les gardes rouges, qui plétinent

toute dignité humaine, contraste vivement avec l'idée de civilisation raffinée que l'on associe à la Chine et, typiquement, à l'Asie. Dans le domaine des relations internationales, le refus flagrant de ce régime de coexister même avec ceux qui partagent la même idéologie, ses exigences incessantes visant à asservir d'autres nations, font ressortir clairement la menace constante que Pékin représente pour la stabilité et la paix.

47. On a beaucoup parlé du "principe" de l'universalité, allant même jusqu'à ignorer l'Article 4 de la Charte qui stipule que:

"Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres Etats pacifiques qui acceptent les obligations de la... Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire."

48. Ma délégation a sans cesse souligné qu'elle n'ignorait pas — de toute évidence elle ne peut se permettre d'ignorer — l'existence du régime qui domine la Chine continentale. Mais, si vous me permettez de parodier Shakespeare, pouvons — nous nous incliner servilement devant les sautes d'humeur de la Chine rouge?

49. Les conditions grotesques que pose Pékin pour accepter un siège à l'ONU sont bien connues déjà. Pékin n'entend pas faire partie de l'ONU si elle n'est pas profondément remaniée, si elle "ne rectifie pas ses erreurs et n'entreprend pas une réorganisation et une réforme totales". Tout récemment encore, au début de la présente session, le porte-parole de Pékin, la New China News Agency, a formulé une fois de plus cette prétendue ordonnance à l'intention de l'ONU. Selon cette agence, l'ONU "a commis toutes sortes de méfaits et nul ne peut conserver d'illusions à son égard. Pour l'ONU, il n'y a qu'une issue: anéantir le contrôle qu'y exercent les Etats-Unis et se réorganiser complètement".

50. Allons-nous alors essayer d'attirer le représentant de Pékin à tout prix, quel que soit le prix à payer par l'Organisation? Non, ma délégation ne saurait admettre que l'on se plie à cette exigence arrogante et que l'on réforme l'ONU, qu'on l'épure, qu'on lui fasse subir je ne sais quel autre traitement encore pour satisfaire les caprices de Pékin et obtenir sa présence ici. Si nous nous inclinons, notre attitude risque fort d'être présentée, selon la terminologie à la mode à Pékin, comme une nouvelle victoire de la "pensée" de Mao Tsé-toung.

51. Nous avons déjà une directive précise touchant la représentation des Etats. La résolution 396 (V) de l'Assemblée générale indique clairement que, si une question de cette nature donne lieu à controverse aux Nations Unies, elle doit être examinée à la lumière des buts et principes de la Charte et des circonstances propres à chaque cas.

52. Les buts et principes des Nations Unies sont clairement exposés aux Articles 1 et 2 de la Charte. Il y a lieu, par conséquent, d'examiner la position et les actes de Pékin à la lumière de ces Articles. Les pensées de Mao Tsé-toung, selon lequel "le pouvoir politique sort du canon d'un fusil" et "la prise du pouvoir par les forces armées, le règle-

ment du problème par la guerre, représentent la tâche essentielle et la plus haute forme de révolution, ce principe marxiste-léniniste s'appliquant à la Chine et à tous les autres pays", ne peuvent guère être qualifiées de pensées en harmonie avec les buts et principes de la Charte. La suite d'agressions ouvertes ou indirectes, et d'activités subversives, qui caractérisent la politique de Pékin, est visible à tous ceux qui veulent bien ouvrir les yeux. Le régime de Pékin n'a aucun respect pour le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Le fait est que Pékin, par sa doctrine de violence et d'agression et par sa politique consistant à fomenter des troubles partout, par la subversion et par l'instigation de "guerres de libération" telles qu'il les conçoit, s'est automatiquement exclu de l'ONU. Pékin ne voit aucune utilité aux Nations Unies, et nous ne voyons pas non plus l'utilité d'avoir Pékin au sein de l'Organisation.

53. Certes, celui qui est en dehors d'un conflit peut très bien rester indifférent aux actes d'agression ou de subversion de Pékin parce que cela lui convient ou parce qu'il est de son intérêt de faire faire taire sa conscience et d'écarter ce genre de problèmes à la légère. Mais, pour les victimes et les victimes en puissance, c'est une question de vie ou de mort. A ce sujet, on se rappellera qu'à propos de l'agression de Pékin contre l'Inde, le Gouvernement indien, dans une réponse à Pékin en date du 6 janvier 1966, a conclu que:

"...s'il y a au monde un gouvernement qui provoque la tension et crée des conflits aux fins de servir sa politique intérieure et extérieure, ce n'est nul autre que le Gouvernement de la République populaire de Chine."

54. La Thaïlande n'est pas non plus à l'abri du grand dessein de conquête et d'influence croissante de Pékin. Avec la déclaration de guerre de Pékin contre ceux qu'il qualifie d'impérialistes, de révisionnistes et de réactionnaires, et selon la très large définition de ces termes, peu de pays peuvent s'attendre à être épargnés. Pékin lui-même a relaté sans vergogne ses activités insidieuses contre mon pays lorsque, le 11 septembre 1966, sa radio a diffusé ce qui suit en langue thaï:

"La lutte" — c'est ainsi que Pékin décrit ses activités subversives — "a commencé en 1961. Plus tard, les forces patriotiques thaïlandaises ont annoncé la formation d'un front uni patriotique thaïlandais le 1er janvier 1965. Ce front a appelé les patriotes thaïlandais à s'unir et... à renverser le gouvernement, ainsi qu'à conquérir l'indépendance, la souveraineté complètes... pour la Thaïlande."

55. Personne ne sera surpris si je précise que tous ces prétendus "fronts" et "forces" parrainés, organisés et dirigés par Pékin ne sont pas en Thaïlande, mais en Chine continentale même.

56. Ma délégation ne croit pas que, si Pékin est admis à l'ONU, il coopérera avec elle en vue de résoudre les nombreux problèmes importants de notre époque mais que, au contraire, il trouvera là l'occasion d'affaiblir l'Organisation qu'il a juré d'anéantir.

57. En condamnant la coexistence pacifique, Pékin n'a manifesté aucun intérêt pour notre effort en vue d'arrêter la prolifération des armes nucléaires, ni pour nos travaux dans le domaine du désarmement. Alors que nous, aux Nations Unies, avançons vers un accord tendant à empêcher la prolifération des armes nucléaires, Pékin vient déclarer: "Nous voulons vous répondre par le bruit assourdissant d'une explosion nucléaire." Nous ne pouvons pas non plus espérer que l'entrée de Pékin produira des miracles au sujet de la guerre du Viet-Nam. Nous avons déjà dit qu'en l'occurrence ce n'est pas le lieu de discussion qui fait défaut, mais le désir de paix. Pékin a déjà rejeté inexorablement la possibilité que l'ONU joue un rôle dans les négociations de paix.

58. Ma délégation ne saurait accepter non plus la proposition tendant à ce que la République de Chine soit expulsée de l'ONU. La réalité, cette fois-ci, c'est que le Gouvernement de la République de Chine exerce un pouvoir effectif sur quelque 12 millions d'habitants d'un territoire d'une superficie de 14 000 miles carrés. Selon les critères des pays en voie de développement, son économie est prospère et son peuple jouit d'un niveau de vie élevé. La République de Chine est Membre fondateur de l'ONU, et son gouvernement s'est loyalement acquitté des obligations et responsabilités qui lui incombent aux termes de la Charte. Elle ne souscrit pas à la politique agressive qui caractérise le régime de Pékin, mais elle a défendu fidèlement les buts et principes de l'ONU. Cela étant, en vertu de quoi et de quel droit l'Assemblée générale pourrait-elle expulser la République de Chine?

59. Selon l'Article 6 de la Charte, un Etat Membre ne peut être expulsé que s'il "enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente Charte". En outre, c'est seulement "sur recommandation du Conseil de sécurité" qu'une mesure aussi sérieuse peut être prise. Nous désapprouvons aussi vivement la proposition albanaise, qui affirme implicitement que le monde n'a pas besoin de se préoccuper du peuple de la République de Chine et peut ignorer ses droits. C'est pour cette raison, et pour d'autres encore qui ont déjà été soulignées, que ma délégation rejette en bloc le projet de résolution publié sous la cote A/L.496 et Add.1.

60. Quant au projet de résolution soumis par la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Italie et Trinité et Tobago [A/L.500], la délégation thaïlandaise pense que, sous sa forme actuelle, cette proposition tend à préjuger la question. Nous avons donc des doutes sérieux quant aux mérites de ce texte et nous voterons contre.

61. Nous avons cru comprendre que certains partisans de l'entrée de Pékin à l'ONU pensent qu'après son admission Pékin abandonnerait progressivement ses positions belliqueuses, d'où la formule selon laquelle Pékin est un tigre qu'il vaut mieux calmer en le mettant dans une cage, l'ONU en l'occurrence. A cela je voudrais répondre que, même dans une cage plus conforme à ses goûts — sa propre communauté idéologique — Pékin s'est déjà manifesté sous un jour qui ne permet pas d'illusions. Nous doutons donc beaucoup de la sagesse d'une attitude selon laquelle un tigre aussi dangereux devrait —

pour reprendre la même métaphore — être mis dans une cage que nous partagerions avec lui.

62. M. TCHIMIDDORJ (République populaire mongole) [traduit du russe]: Depuis des années, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies examine la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

63. Il est regrettable qu'une organisation mondiale aussi prestigieuse que la nôtre continue à s'occuper de cette question, qui a été tranchée dès 1949 par le peuple chinois lui-même.

64. Cette situation anormale, qui a pour effet de saper l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et qui va à l'encontre des principes de la Charte, et en particulier du principe de l'universalité, s'est créée parce que les Etats-Unis et d'autres Etats qui souscrivent à leur politique à courte vue se sont refusés à accepter l'évidence, à savoir l'existence en Chine du seul Gouvernement chinois légitime, le Gouvernement de la République populaire de Chine.

65. Ainsi, la Chine, qui est l'un des Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, organe principal auquel il incombe, en vertu de la Charte, de maintenir la paix et la sécurité internationales, reste privée de la possibilité d'occuper sa place légitime à l'Organisation.

66. L'absence à l'ONU des représentants de la République populaire de Chine, c'est-à-dire des représentants d'un quart de la population mondiale, risque même de susciter des doutes quant au caractère vraiment universel de l'Organisation et à l'efficacité de ses décisions. Le fait que Taiwan (cette petite île occupée par des troupes étrangères et servant d'asile temporaire à la clique de Tchang Kai-shek, rejetée par le peuple chinois) occupe illégalement la place de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et dans ses organes constitue un exemple sans précédent d'inconséquence et d'injustice flagrantes.

67. La position de principe de la République populaire mongole sur la question du rétablissement immédiat des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies est claire et reste inchangée. Cette position a été définie dans de nombreux documents concernant la politique extérieure du Gouvernement mongol, parmi lesquels on trouve les discours prononcés à partir de 1961 par les représentants de la République populaire mongole aux sessions de l'Assemblée générale de l'ONU.

68. M. Mangalyn Dugersuren, Ministre des affaires étrangères de la République populaire mongole, a déclaré ce qui suit à la présente session, à propos de cette question, au cours du débat de politique générale:

"Il est inadmissible que l'Organisation des Nations Unies tolère pendant des années une discrimination flagrante envers la République populaire de Chine. La délégation mongole estime que les droits légitimes de ce pays à l'Organisation doivent être immédiatement rétablis. Les représentants de la clique de

Tchang Kai-shek doivent être chassés de tous les organes des Nations Unies." [1430ème séance.]

69. Notre position ainsi définie coïncide avec celle de nombreux représentants qui dans leurs interventions se sont inspirés des principes de la Charte, de considérations réalistes et constructives, et des intérêts de la paix et de la coopération entre les Etats.

70. La délégation mongole continuera d'être opposée à ce que l'on transforme en question de fond ce problème qui ne touche manifestement qu'à la procédure; elle repousse aussi la thèse illogique et illicite des "deux Chines" que l'on voudrait faire siéger côte à côte à l'Organisation des Nations Unies.

71. Pour ces raisons, la délégation mongole votera pour le projet de résolution A/L.496 et Add.1, présenté par l'Albanie, l'Algérie, le Cambodge, le Congo (Brazzaville), Cuba, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Pakistan, la Roumanie et la Syrie.

72. Puisque la délégation mongole maintient sa position antérieure sur cette question qu'il est grand temps de régler, elle votera contre les projets de résolution A/L.494 et Add.1 et A/L.500, car, à notre avis, ils auraient pour effet de retarder sous prétexte d'examen ultérieur la solution d'une question qui n'a pas besoin d'être étudiée.

73. M. TCHERNOUCHTENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) [traduit du russe]: Voilà déjà des années que l'Assemblée générale examine la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

74. Au cours du présent débat, de nombreuses délégations ont déjà souligné que ce problème était actuel et urgent et que sa solution n'a été que trop retardée, par suite de la position entièrement négative des pays occidentaux, et en particulier des Etats-Unis d'Amérique.

75. Nous voyons malheureusement se perpétuer une situation absurde: la place légitime de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies est occupée par la clique de Tchang Kai-shek, laquelle ne représente personne et vit des subsides d'une puissance étrangère qui est l'adversaire principal du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation.

76. La RSS de Biélorussie, comme par le passé, se prononce en faveur du rétablissement de ces droits. En même temps, elle estime qu'il faut chasser les représentants de la clique de Tchang Kai-shek de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies.

77. Il faut faire face aux réalités et comprendre que le refus de résoudre la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine porte atteinte à l'universalité de l'Organisation des Nations Unies et ne favorise pas son activité lorsqu'elle cherche à examiner et à résoudre les problèmes internationaux.

78. De nombreux Etats se prononcent en faveur du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU, et les déclara-

tions des représentants qui, à cette tribune et ailleurs, cherchent à prouver le contraire par des arguments non fondés ne peuvent résister à un examen critique. Les adversaires du rétablissement de ces droits montrent eux-mêmes leurs intentions par les arguments qu'ils emploient. Ils essaient toutes les manœuvres possibles pour empêcher la solution de ce problème. Chaque année, ils imposent l'adoption de leur proposition tendant à ce que le rétablissement des droits de la République populaire de Chine soit considéré comme une question importante, à trancher à la majorité des deux tiers des voix, mais ce jeu politique, qui fait appel à des subterfuges de procédure, ne trompe personne. Son but est de s'opposer au rétablissement des droits légitimes de la République de Chine.

79. Notre délégation continue à demander que cette question soit considérée comme une question de procédure normale et décidée à la majorité simple, et nous sommes convaincus que c'est là le fond du problème. Le projet de résolution A/L.500 présenté par la Belgique, la Bolivie, l'Italie et quelques autres

pays, prévoit la création d'un comité spécial chargé d'étudier cette affaire. Qu'entend-on étudier? Où est le problème? Ce problème n'existe pas, et cette façon de procéder est inacceptable en l'occurrence. Il faudrait qu'à la présente session l'Assemblée générale rétablisse sans retard les droits légitimes de la République populaire de Chine et chasse de l'Organisation des Nations Unies les représentants de la clique de Tchang Kaï-shek.

80. En demandant une décision immédiate sur cette question la délégation biélorussienne s'élève contre la théorie spéieuse des "deux Chines". Pour les raisons précitées, elle appuie le projet de résolution présenté par les délégations de l'Algérie, du Cambodge, de Cuba, de la Roumanie et de plusieurs autres pays [A/L.496 et Add.1] et votera en sa faveur.

81. D'autre part, elle votera contre les projets de résolution des pays occidentaux [A/L.494 et Add.1 et A/L.500].

*La séance est levée à 11 h 55.*